

La marchandisation de la reproduction sociale dans la nouvelle économie tirée par les services

MARINA FE B. DURANO

Les politiques sont mises en œuvre dans un cadre institutionnel qui détermine la répartition des coûts et des avantages. Parmi les défis que nous devons relever aujourd'hui, figure la nécessité de créer un ensemble d'instruments politiques et juridiques qui contribueront à la reconstruction du cadre institutionnel biaisé pour ce qui est du genre, au sein duquel la mondialisation opère actuellement. Les marchés ont généré une structure d'incitation qui encourage les femmes à entreprendre des activités productives. Mais nous ne voyons aucune incitation pour encourager les hommes à assumer des responsabilités en matière d'entretien. Il en résulte que la reproduction sociale est transférée des ménages à la sphère du marché privatisé, de sorte que l'on semble tomber de Charybde en Scylla.

Introduction

Parmi les caractéristiques de la vague de mondialisation actuelle, figurent l'essor de l'industrie des services et l'augmentation du commerce des activités de services. Les pays développés qui ouvrent la voie sont progressivement devenus des économies axées sur les services au cours des deux dernières décennies. Ces économies ont valorisé les services à forte intensité de compétences, de connaissances et de technologie car ce sont ceux qui sont à plus forte valeur ajoutée, avec les rendements les plus élevés. Dans le même temps, les secteurs manufacturiers désindustrialisés des pays développés transfèrent de plus en plus leurs opérations vers les pays en développement sous forme d'investissement étranger direct, tout en conservant le contrôle des activités productives dans leurs sièges.

Le secteur des services dans les pays en développement reflète les caractéristiques leurs secteurs manufacturiers, à savoir une main-d'œuvre peu qualifiée, et une faible valeur ajoutée, secteurs qui enregistrent un déclin en raison de la menace que constitue la concurrence des produits de substitution importés résultant de la libéralisation des échanges. Ainsi, la polarisation entre les pays développés et les pays en développement persiste et même s'intensifie.

Pendant que ce transfert structurel de l'emploi et de l'industrie se produit, les femmes sont dans l'incapacité de progresser dans l'échelle de la valeur ajoutée, car ce sont toujours les hommes qui continuent de posséder les compétences, les connaissances et la technologie. En outre, les secteurs des services qui appuient le travail reproductif social,¹ tels que les services communautaires, sociaux et personnels, les services éducatifs et les services de santé, sont en train de perdre l'appui financier public car le marché est présenté comme une méthode plus efficace pour fournir ces services. Ceci se passe à un moment où la stabilité des

¹ Selon Sule Ozler, professeur d'économie à UCLA, « *La Reproduction sociale* s'entend de toutes les activités et de tous les processus au moyen desquels les êtres humains sont directement et indirectement entretenus, sur les plans matériel et psychologique. Ces activités sont ancrées dans des structures sociales et historiquement spécifiques. La reproduction sociale peut avoir lieu à travers diverses organisations telles que l'Etat, des organisations communautaires et la famille (l'entretien des enfants, l'entretien des personnes âgées, l'entretien des « travailleurs » peuvent être assurés par toutes ces institutions). La majeure partie de la reproduction sociale dans les systèmes économiques modernes a toutefois lieu au sein de la famille, et le plus souvent, à travers le travail non rémunéré des femmes. »

budgets étatiques est constamment menacée par une succession de crises financières et économiques.

Il faut toutefois continuer à assurer l'entretien et on compte sur « l'altruisme imposé socialement » pour garantir qu'il est assuré. En assignant aux femmes des rôles pour l'entretien, on leur impose la double charge du travail productif et du travail de reproduction sociale. La nature des sous-secteurs des services où les femmes sont largement impliquées est déterminé par les rôles que l'on attend de celles-ci. Les sous-secteurs diffèrent selon que les femmes agissent essentiellement en tant que consommatrices, ou qu'elles agissent à la fois en consommatrices et en productrices. Dans ce dernier cas, les services sont moins valorisés car ils tendent à être répartis en secteurs réglementés de manière formelle et en secteurs réglementés de manière informelle, les femmes du secteur informel étant les plus vulnérables à la crise.

Le processus de libéralisation des échanges et de mondialisation a mis l'accent sur le secteur des services, qui était autrefois considérée comme non commercialisable. L'insistance sur l'investissement² comme moyen de commercialiser les services facilite l'ouverture des marchés des services aux intérêts étrangers. Associée à la privatisation des biens et des entreprises étatiques dans le secteur, la marchandisation des services de reproduction sociale est pratiquement garantie.

L'essor de l'économie des services

Non seulement les négociations relatives aux droits de douane sur les exportations manufacturées ont perdu leur pertinence au cours des dernières décennies, mais les économies développées ont également enregistré un transfert de la manufacture aux services, dans la structure de l'emploi et de l'industrie, essentiellement en raison des avancées technologiques et d'une spécialisation accrue. Dès le milieu des années 90, la part des services dans le produit intérieur brut (PIB) des pays industrialisés était de près de 70%. Les services représentent 50 à 60% du PIB dans les économies nouvellement industrialisées et près de 40% dans les pays en développement (Kang, 2000).

Au cours de cette période, on a perçu une baisse du prix des services, en particulier dans le transport et les communications. Jones & Kierzkowski (1990) pensent que cette baisse explique pourquoi les firmes manufacturières ont de plus en plus recours aux chaînes de production globales comme stratégie de production. Ainsi, nous constatons une fragmentation de la production en unités de production qui sont ensuite réparties entre divers pays, essentiellement des pays en développement. Les biens intermédiaires fabriqués par ces unités de production constituent, certes, une large part du commerce global actuel. Selon Milberg (1999), le commerce au sein des entreprises représente actuellement 30 à 50% du volume commercial des grands pays industrialisés. Ceci signifie que les intrants importés deviennent de plus en plus importants pour ces pays. Beaucoup de ceci a été rendu possible par la baisse du prix du transport, qui a réduit le coût de la circulation physique des marchandises, et la baisse du prix de la communication, qui a réduit le coût de la coordination entre les sièges et les unités de production.

² Plus précisément, la présence commerciale est le troisième mode de fourniture dans l'Accord général sur le commerce des services. Les autres modes de fourniture sont la fourniture transfrontières, la consommation à l'étranger et la circulation des personnes.

Le déploiement du processus de production à travers le monde doit nécessairement être accompagné par d'autres services de soutien tels que les services financiers, juridiques et comptables, à la suite de la fragmentation de la production. Les entreprises qui ont recours à cette stratégie de production doivent décider si ces services de soutien continueront à être fournis sur le plan interne au sein de l'entreprise ou s'ils seront externalisés vers le marché des services. L'accroissement du nombre d'entreprises de services indique que beaucoup ont choisi la seconde solution. Ces services doivent adopter un caractère transnational afin de satisfaire les entreprises qui sont leurs clients et il y a donc des pressions en vue de l'ouverture des marchés des services à ces entreprises multinationales de services.

Dans le même temps, le choix du site des unités de production dépend de la disponibilité d'une main-d'œuvre bon marché – généralement féminine- et d'un ensemble d'incitations fiscales et autres incitations économiques fournies par les gouvernements des pays en développement pour encourager l'investissement étranger direct .

L'économie de l'entretien

La fragmentation n'a pas lieu uniquement dans les firmes de production. Les ménages connaissent également un type similaire de fragmentation ; les services de reproduction sociale sont de plus en plus externalisés à mesure que de plus en plus de femmes participent aux activités productives du marché. La participation accrue des femmes à la force de travail, encouragée par des politiques axées sur les exportations, ne peut être perçue uniquement comme une contribution à la croissance économique. Toutefois, la participation des femmes à la production est subordonnée à la présence d'un remplaçant pour assurer le travail de reproduction sociale négligé.

Le travail de reproduction sociale couvre les services assurant des fonctions claires d'entretien, particulièrement importantes dans un contexte où il y a des personnes à charge – enfants, personnes âgées, et infirmes. Le rôle des femmes en tant que principales pourvoyeuses d'entretien est imposé socialement. Les normes sociales en matière d'obligation familiale assignent aux femmes la majeure partie de la responsabilité de l'entretien des personnes. Les économistes féministes ont parfois appelé la fourniture de tels services « économie de l'entretien ».

Quand les femmes entrent dans la force de travail, le travail ménager dont elles s'acquittaient traditionnellement doit toujours être effectué. Le remplacement de la femme travailleuse peut prendre diverses formes. Elle pourrait être remplacée par des appareils ménagers électriques qui permettent de gagner du temps, comme la machine à laver et à sécher le linge, la laverie automatique ou l'aspirateur. Il pourrait s'agir de la lingère ou de la domestique, de la cuisinière à temps partiel ou des chaînes de restauration rapide qui livrent à domicile. Ou de la nourrice à plein temps, de la baby-sitter qui travaille à l'heure ou des services de garderie d'enfants. Ou encore de la fille aînée, des grands-parents ou de n'importe quel autre membre de la famille. Le recours accru à des services domestiques aide à expliquer dans certaine mesure le marché des services informels, qui est essentiellement constitué de tels services. L'entretien des personnes est donc assuré de la manière suivante : à travers le travail non rémunéré des femmes du ménage, à travers les avancées technologiques dans les appareils ménagers, ou travers le marché des services.

L'externalisation des services domestiques peut ne pas être aussi complexe et aussi élaboré que les chaînes de production globales, mais elle peut prendre, et prend effectivement, un caractère global. Dans les pays développés, où les taux de participation des femmes comme des hommes à la force de travail sont très élevés et où les systèmes de parenté ne sont plus une source de soutien fiable, les services domestiques doivent être achetés sur le marché.

Nombre des services assurés par les femmes, tels que les soins infirmiers, l'enseignement et le travail domestique, sont caractérisés par de faibles salaires, dans des situations de fortes contraintes. Les règles de la migration internationale sont opportunément amendées pour combler les lacunes de l'offre de main-d'œuvre dans ces secteurs. Les Philippines sont bien connues pour fournir des domestiques aux familles de Hong Kong, par exemple. Il y a également le recrutement d'enseignants dans certains pays des Caraïbes, pour le système scolaire public américain.

La ségrégation professionnelle telle qu'on en débat se reflète dans l'inégalité des salaires entre hommes et femmes. Cette ségrégation compte pour une part significative des disparités salariales entre hommes et femmes. Et du fait que l'essor de l'économie des services dépend dans une large mesure des compétences, des connaissances et de la technologie, on peut s'attendre, dans l'avenir, à une accentuation de ces disparités salariales. Sassen (1998) a déjà mis en évidence une exacerbation de l'inégalité des bénéfices et des recettes dans les villes qui, à travers le monde, servent de base aux industries des services. La « précarisation » croissante de l'emploi dans le secteur des services est un facteur supplémentaire favorisant une plus grande inégalité, car les entreprises ont moins de demandes en matière de compétences intermédiaires et d'emploi à plein temps.

Le déclin des services fournis par le secteur public

Il n'est pas très aisé, parfois, d'identifier ce que nous entendons par services fournis par le secteur public. De nombreux termes existent : services sociaux, bien-être social, fonds sociaux, assurance sociale, filets de sécurité sociale, sécurité sociale, politique sociale, budgets sociaux, etc. Ces termes renvoient à un mode de fourniture mais tous contiennent des services sociaux. Quoi que nous entendions par services fournis par le secteur public, la fourniture de services a été menacée par des coupes budgétaires et par la privatisation, spécialement dans les économies endettées. Les services publics soit ont été cédés à des entreprises privées, soit utilisent à présent un système de bons, soit imposent un type de frais d'usage. Quand la privatisation est associée à la libéralisation des échanges, l'expérience générale est que la charge de l'entretien social s'intensifiera pour les femmes, car ce sont elles qui, par défaut, assurent cet entretien.

Même lorsque des services publics sont disponibles, certaines questions doivent être soulevées en ce qui concerne la nature de ces services. Les services de construction des infrastructures ne répondent pas aux besoins des femmes utilisatrices. Les services sociaux ont une approche paternaliste de la fourniture d'entretien. Le bien-être social et l'assurance sociale reposent sur le principe de l'homme soutien de famille, quand des programmes sont développés.

Les services peuvent être répartis en services d'infrastructures et en services sociaux. Ces deux types de services ne pourraient être plus éloignés l'un de l'autre. Toutefois, tous les deux sont très importants pour les femmes. La différence entre ces deux types de services, c'est la manière dont les femmes y participent en tant

que productrices et utilisatrices. Les services d'infrastructures tendent à être associés au genre masculin, car les hommes prédominent dans les aspects conception, ingénierie et construction, alors que les femmes tendent à être des utilisatrices de ces services. Les infrastructures de l'eau et de l'énergie dans les zones rurales pourraient contribuer à réduire le temps que les filles consacrent à aller chercher de l'eau et du bois et donc à accroître le temps disponible pour la scolarisation, si la planification et la conception reconnaissent les femmes comme utilisatrices primaires de ces services.

Un tableau différent se dessine en ce qui concerne les services sociaux où les femmes sont généralement impliquées tant dans la production que dans l'utilisation de ces services. Alors qu'elles ne sont pas en mesure de contrôler et de déterminer la nature de l'offre de services sociaux, en tant que productrices et utilisatrices de ces services, les femmes doivent reconnaître que l'offre de services telle qu'elle est actuellement est paternaliste car elle ne sert qu'à appuyer et renforcer le rôle des femmes dans la « fourniture de l'entretien ». Du fait que les femmes sont directement impliquées dans l'entretien de la famille, ce sont elles qui devraient recevoir le soutien au revenu ou c'est sur elles que les subventions sociales devraient être axées. Les programmes de vaccination, les programmes de nutrition, etc., par exemple, tendent à être axés sur les mères. On peut reprocher à une telle approche d'avoir une perception instrumentaliste de la femme.

Les programmes de protection sociale n'ont pas été adaptés à l'essor de l'économie des services. Le marché du travail devenant de plus en plus informel et précaire, les régimes de protection sociale reposant sur les relations traditionnelles dans sein de l'emploi industriel deviennent ne sont plus pertinents. Il faut non seulement réorienter la protection sociale et l'assurance sociale qui sont actuellement biaisées en faveur de l'homme soutien de famille (Elson et Cagatay, 2000), mais une telle réorientation est également nécessaire pour inclure ceux qui se trouvent actuellement en dehors du cadre réglementaire du soutien social public, comme ceux qui commencent à en sortir, dans la perspective de la réorganisation du marché du travail.

On ne veut toutefois pas dire par là que de tels programmes n'aident pas les femmes. Ils sont nécessaires et leur apportent un appui dans leurs fonctions d'entretien, et également contribuent à alléger leur charge en matière de reproduction sociale. La critique adressée à ces programmes porte sur leur incapacité à remettre en cause les normes de genre de l'entretien.

Conclusion

Parmi les défis que nous devons relever aujourd'hui, figure la nécessité de créer un ensemble d'instruments politiques et juridiques qui contribueront à la reconstruction du cadre institutionnel biaisé pour ce qui est du genre, au sien duquel la mondialisation opère actuellement. Les décideurs politiques ne peuvent plus ignorer les interactions de la politique économique et des normes de genre. Ces dernières dictent invariablement le comportement social et la réaction aux politiques économiques.

Les politiques sont mises en œuvre dans un cadre institutionnel qui détermine la répartition des coûts et des avantages. Les instruments de politiques se heurtent à des institutions rigides. On ne peut attendre des politiques elles-mêmes qu'elles modifient l'arrangement institutionnel des droits de propriété et des obligations en matière d'entretien, parce qu'elles ne sont pas créées pour le faire. Les résultats peu

cohérents constatés par la littérature sur le genre et le commerce s'expliquent par cette séparation entre l'instrument de politique et son cadre institutionnel.

Bien que les femmes et le mouvement des femmes aient contesté les arrangements institutionnels, la résistance reste forte. Nous savons que les marchés ont généré une structure d'incitations qui encourage les femmes à entreprendre des activités productives. Mais nous n'entendons guère parler d'incitations visant à encourager les hommes à assumer des responsabilités en matière d'entretien.

Ceci est un dilemme pour les activistes et les militants féministes. Les décideurs ne veulent parler que des politiques et non de l'interaction des politiques et des institutions. Sans une attention sérieuse portée aux institutions, la politique économique négligera toujours les femmes. Au pire des cas, les politiques exploiteront les femmes.

Enfin, s'il y a des points de vue divergents sur l'analyse de l'économie d'entretien, il y a un accord sur les « préoccupations en ce qui concerne la qualité de vie future au sein d'un marché capitaliste dans lequel les services d'entretien rémunérés jouent un rôle de plus en plus important » (Dadgett et Folbre, 1999). Les politiques qui ne tiennent pas compte du genre convergent pour transférer la reproduction sociale des ménages, à la sphère du marché privatisé, de sorte que l'on semble tomber de Charybde en Scylla.

Références

- Diane Elston et Nilufer Cagatay, « The social content of macroeconomic policies », *World Development*, 28(7) : pp. 1347-1364, 2000.
- M. V. Lee Badgett et Nancy Folbre, "Assigning care : gender norms and economic outcomes", *International Labour Review*, Vol. 138 (1999), N° 3, pp. 311-326, 1999.
- Ronald W. Jones et Henryk Kierzkowski, "The role of services in production and international trade : a theoretical framework", in Ronald R. Jones et Anne Krueger, eds. *The Political Economy of International Trade*. Oxford : Basil Blackwell, 1990.
- Jong-Soon Kang. "The services sector in output and international trade", in Christopher Findlay et Tony Warren, eds. *Impediments to Trade in Services : Measurement and Policy Implications*. Londres : Routledge, 2000.
- William Milberg. "Foreign Direct Investment and Development : Balancing Costs and Benefits" in *International Monetary and Financial Issues for the 1990s* Vol.XI, Genève : CNUCED, 1999.
- Saskia Sassen. *Globalization and its Discontents: Essays on the New Mobility of People and Money*. New York : The New Press, 1998.

Development Alternatives with Women for a New Era (DAWN)
<admin@dawn.org.fj>